



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 29 février 2012

LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE QUE TOUS LES 62 AVOCATS DE DISTRICT, 58 SHERIFS DE COMTE, PLUS DE 400 CHEFS DE POLICE ET DES GROUPES DE DEFENSE DE VICTIMES APPROUVENT LE PROJET DE LOI D'EXTENSION DE LA BANQUE DE DONNEES ADN

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que tous les 62 Avocats de District, tous les 58 Shérifs de comtés de l'état, plus de 400 Chefs de Police de l'Etat de New York, et des groupes chefs de file de défense des victimes ont approuvé le projet de loi d'extension de la banque de données ADN (DNA Databank Expansion Bill), qui permettra de résoudre plus de crimes, d'empêcher des crimes, de rendre justice aux victimes et de disculper les New Yorkais innocents.

« Etendre la banque de données ADN protégera les New Yorkais et modernisera notre système judiciaire pénal », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Cet outil essentiel de lutte contre la criminalité englobe la technologie pour condamner les coupables et disculper les innocents. Je remercie les Avocats de District, les Shérifs, les Chefs et groupes de défense pour leur excellent travail et j'espère que l'assemblée législative prendra en compte le soutien presque universel à ce projet de loi. »

L'Avocat de District du Comté Bronx, Robert T. Johnson, a déclaré : « La banque de données ADN permettra de protéger les communautés et de disculper les innocents. Nous ne devrions pas craindre que des informations sensibles, biologiques ou personnelles puissent être communiquées car les données de cette nature ne seront pas stockées dans la banque de données ADN. La véritable crainte devrait être que nous laissons des personnes, qui pourraient commettre d'autres crimes, rester dans les rues. La véritable crainte devrait être que nous laissons des personnes, qui pourraient être disculpées, rester en prison, quand les véritables auteurs des crimes pourraient être identifiés par l'ADN. Cette banque de données est un outil efficace auquel nous ne devrions pas tourner le dos. Je félicite le Gouverneur pour son leadership en défendant ce projet de loi et j'encourage les législateurs de notre état à l'adopter. »

Ann M., mère d'une survivante de viol, a déclaré : « Etendre la banque de données ADN ne résoudra ni n'empêchera pas seulement les crimes, cela permettra de protéger d'autres familles de la douleur que ma famille a subie au cours de la décennie passée - douleur qu'aucun parent ne devrait être contraint à subir. J'invite l'Assemblée législative de l'Etat à prendre la bonne décision et adopter cette extension. Je

French

remercie le Gouverneur pour défendre ce projet de loi et pour son engagement à assurer la sécurité de tous les New Yorkais. »

Peter R. Kehoe, Directeur Exécutif de l'Association des Shérifs de l'Etat de New York, a déclaré : « La proposition de loi du Gouverneur d'étendre les prélèvements ADN à tous les criminels condamnés est une excellente nouvelle pour les Shérifs de l'Etat de New York et les communautés qu'ils servent. Cette nouvelle loi aidera nos Shérifs à protéger efficacement la population, en empêchant les crimes de se reproduire ou en assurant que ceux qui ont commis des crimes sont correctement et justement punis pour leurs actions. Notre association soutient cette proposition de loi, et nous félicitons le Gouverneur pour ses efforts à améliorer le système judiciaire pénal de l'état. »

Le Shérif du Comté de Putnam Donald B. Smith, Président de l'Association des Shérifs de l'Etat de New York, a déclaré : « Au nom de l'Association des Shérifs de l'Etat de New York et de tous les Shérifs de l'Etat de New York, j'annonce notre soutien massif à la proposition du Gouverneur d'étendre la banque de données ADN. La technologie ADN a exponentiellement révolutionné la capacité d'application de la loi à résoudre les crimes et assurer la sécurité de nos comtés et de l'Etat de New York, pour un endroit où il fait bon vivre, travailler et élever une famille. L'ADN est précise. L'ADN est fiable. L'ADN nous aide à résoudre les crimes, à appréhender et condamner les coupables, en particulier les auteurs de crimes récidivistes. L'ADN permet de disculper et de protéger les innocents. Le facteur limitatif clé à notre capacité à résoudre les crimes via l'ADN est la limite que nous impose la banque de données. Cette proposition corrige ces lacunes. Je remercie le Gouverneur Cuomo et tous les législateurs d'Albany qui travaillent dur pour élaborer cette loi. »

La Secrétaire Adjointe à la sécurité publique de New York, Elizabeth Glazer, a déclaré : « Chaque jour que nous attendons l'extension de la banque de données ADN de l'état, une autre affaire s'avère non résolue, une personne injustement condamnée reste en prison, et nous risquons que l'un de nos proches ne soit victime d'un crime qui aurait pu être empêché. Comment nous le savons ? Parce que nous avons la preuve qui montre que chaque fois que nous avons étendu la banque de données ADN, nous avons résolu plus de crimes. C'est aussi simple. »

L'Etat de New York doit encore exploiter le plein potentiel de la banque de données ADN, la loi d'état ne permettant de recueillir l'ADN que sur 48 pour cent des délinquants condamnés pour un crime selon la Loi pénale. Actuellement, quiconque est condamné pour un crime ou l'un des 36 délits de Loi pénale doit fournir un échantillon d'ADN.

La proposition du Gouverneur exigerait que des échantillons ADN soient prélevés sur tous les condamnés de tous les autres délits de Loi pénale et toute infraction à une loi d'état, qui n'est pas seulement une infraction selon la Loi pénale. Cela comprend les délits comme conduire en état d'ivresse selon la Loi sur la circulation et les véhicules, la cruauté aggravée envers les animaux selon la Loi des marchés et de l'agriculture, et les infractions liées aux médicaments sur ordonnance selon la Loi de la santé publique seraient visées selon la loi. Le Sénat de l'Etat de New York a adopté le projet de loi de l'extension de la banque de données ADN le 31 janvier 2012.

French

La banque de données a été créée en 1996. Depuis ce temps, la preuve ADN a permis aux procureurs d'obtenir près de 2 900 condamnations et de disculper 27 New Yorkais innocents.

La dernière extension en 2006, qui considérait les délits de bas niveau admissibles à l'ADN, a permis l'arrestation de centaines de criminels. Par exemple :

- Les échantillons d'ADN recueillis sur les condamnés de délits pour des vols simples ont été reliés à 998 crimes, dont 53 meurtres, 223 agressions sexuelles, 123 vols à main armée et 427 cambriolages.
- Et les échantillons d'ADN recueillis sur les condamnés d'intrusion criminelle au deuxième degré ont été reliés à 30 homicides, 111 agressions sexuelles et 123 cambriolages, entre autres crimes.

L'extension de la banque de données ADN a permis de résoudre des crimes tels que les meurtres de trois femmes à Yonkers qui se sont produits sur une période de sept ans entre 1989 et 1996. L'Unité des affaires non résolues du Département de la Police de Yonkers et le Département des Laboratoires et de la Recherche du Comté de Westchester ont travaillé sur ces affaires pendant des années. Les preuves ont été prélevées sur chaque scène de crime, et les trois meurtres ont été reliés - l'acte d'un tueur en série. Un profil ADN des scènes de crime a été entré dans la banque de données en 2002 ; sept ans plus tard, les autorités du Comté de Westchester ont été notifiées d'une correspondance sur Francisco Acevedo, un récidiviste DWI, après qu'un échantillon de son ADN ait été prélevé dans le cadre d'une condition imposée à une audience de libération conditionnelle. Cet échantillon reliait Acevedo à des meurtres non résolus, et en novembre 2011, un jury a délibéré pendant moins de cinq heures avant de le considérer coupable des trois meurtres. Il purge maintenant une peine de prison de 75 ans à vie pour ces crimes.

Recueillir un échantillon d'ADN n'est pas une procédure envahissante : les délinquants reconnus coupables frottent l'intérieur de leur joue avec une languette de prélèvement. Le Centre des Enquêtes de police scientifique de l'Etat de New York convertit ensuite ce matériel en profil numérique, particulièrement unique pour ce délinquant. Le profil est utilisé seulement pour faire correspondre les condamnés avec les preuves trouvées sur la scène de crime, et relier les crimes qui peuvent impliquer le même auteur. Le profil ne peut pas être utilisé à d'autres fins car l'ADN est extraite à partir d'endroits sur le brin qui ne peuvent identifier la race, l'apparence, la santé ou le comportement de la personne.

Le Centre des Enquêtes de la Police scientifique de l'Etat de New York à Albany peut traiter 10 000 échantillons d'ADN de condamnés par mois. La proposition d'extension du Gouverneur portera le total mensuel à moins de 7 000 et ne créera pas de retards.

Si elle est adoptée, la proposition du Gouverneur entrera en vigueur le 1er octobre 2012, et ne sera pas rétroactive. De plus, la proposition ne s'appliquera pas aux enfants impliqués dans des affaires devant les Tribunaux des Familles ou aux jeunes délinquants.

L'Etat de New York a lancé un site web interactif dans le cadre de la campagne du Gouverneur pour construire un nouveau New York et tenir les résidents informés des initiatives clés de l'état. Pour plus d'information, visiter www.NYGetInvolved.com et rejoindre la conversation #DNASTopsCrime.

Johnson, l'Avocat de District de Manhattan, Cyrus R. Vance Jr., nouveau Président de l'Association des Avocats de District de l'Etat de New York, a déclaré : « Je suis heureux que le Gouverneur Cuomo a fait du prélèvement ADN après condamnation pour tous les crimes et délits une priorité législative cette année. Le test ADN est l'un des outils les plus fiables et les plus rentables que nous ayons pour faire appliquer la loi. Le mois dernier, la technologie ADN a permis à notre Bureau de condamner un homme pour le meurtre d'une mère de neuf enfants, une affaire qui était restée irrésolue pendant 13 ans. J'invite nos législateurs à accélérer l'adoption du projet de loi sur l'extension ADN à tous les délits (All-Crimes DNA Bill), qui nous permettra non seulement de poursuivre mais aussi d'empêcher d'innombrables crimes. Il est temps de passer à l'action. »

Michael Polenberg et Susan Xenarios, Co-Présidents de la Coalition des victimes de crimes du Sud de l'état (Downstate Coalition for Crime Victims), un consortium de plus de 90 défenseurs de victimes, fournisseurs de services, procureurs et agences gouvernementales de la Ville de New York et des comtés environnants, pour la défense d'une législation raisonnable et des ressources suffisantes pour les victimes de crimes, ont déclaré : « Au nom de la Coalition des victimes de crimes du Sud de l'état, nous félicitons le Gouverneur pour prendre toutes les mesures possibles afin de protéger les New Yorkais des abus et crimes violents. La proposition du Gouverneur Cuomo d'étendre la banque de données ADN de l'Etat constitue une mesure de bon sens pour la sécurité des communautés de l'Etat, et nous appelons l'Assemblée à ratifier cette proposition saine. »

Mariska Hargitay, Fondatrice et Présidente de la fondation Joyful Heart Foundation, a déclaré : « A la Joyful Heart Foundation, nous avons constaté le pouvoir de guérison que la justice peut apporter aux survivants de violence sexuelle. Etendre la banque de données ADN et y inclure les échantillons des condamnés de tous les crimes, délits et infractions de Loi pénale assurera que les auteurs sont tenus responsables pour leurs crimes, que des milliers de New Yorkais sont épargnés des traumatismes de la violence et que les survivants ont obtenu la justice qu'ils méritent. Nous invitons l'Assemblée de l'Etat de New York à rejoindre le Sénat et le Gouverneur Cuomo dans le mouvement pour utiliser l'ADN à son plein potentiel. »

Ariel Zwang, CEO de Safe Horizon, Ville de New York, l'organisation chef de file de la nation des services aux victimes, a déclaré : « Pour un grand nombre de nos clients, une part importante du processus de guérison est de savoir que la personne qui leur a fait du mal a été traduite en justice et que la bonne personne a été condamnée. Le projet de loi d'étendre le prélèvement d'ADN à tous les crimes est un outil puissant pour rendre justice aux survivants de crimes, et éviter que notre famille, nos amis et voisins ne soient victimes de violence. Au nom des 250 000 victimes de crimes et d'abus que nous

accompagnons chaque année, je félicite le Gouverneur pour son leadership, et j'invite l'Assemblée à voter l'extension de la banque de données ADN de New York. «

Karen Cheeks-Lomax, Directeur exécutif de My Sisters' Place à White Plains, a déclaré : « Pendant plus de 35 ans, My Sisters' Place a oeuvré au nom des victimes de violence domestique. Pour nos clients, savoir que leur abuseur a été justement et résolument condamné pour ses crimes est une étape importante dans leur processus de guérison pour avancer dans une vie exempte de sévices et de violence. Le projet de loi de l'extension ADN à tous les crimes et délits permettra à l'ADN d'être utilisée comme un autre outil en soutien aux victimes, pour poursuivre les délinquants et mettre un terme au cycle de la violence pour les prochaines générations. Au nom de tous ceux que nous servons, un grand merci au Gouverneur Cuomo et à nos législateurs estimés pour leur poursuite de la justice. »

Laurel Eisner, Directeur exécutif, Sanctuary for Families à Ville de New York, a déclaré : « Cette proposition renforcera la sécurité et la sûreté des victimes de violence domestique, viols et agressions sexuelles en facilitant l'identification et la poursuite de ceux qui ont déjà été condamnés pour des crimes et délits. »

CarlLa Horton, Directeur exécutif, Hope's Door à Pleasantville (Comté de Westchester), a déclaré : « Hopes Door soutient l'extension de la banque de données ADN, étant donné qu'elle apportera aux forces de l'ordre des outils scientifiques supplémentaires pour poursuivre les récidivistes condamnés et permettra de disculper les innocents. »

Chris O'Brien, Directeur exécutif, Institut de l'Association des Shérifs de l'Etat de New York Inc., l'organisation qui administre le programme quotidien de notification et d'informations aux victimes VINE (Victim Information and Notification Everyday) et l'Ordre du Programme de notification de protection, a déclaré : « L'ADN est un outil qui a démontré sa très grande valeur dans l'arrestation et la poursuite des auteurs de violence domestique. Etendre la banque de données ADN rendra cet outil encore plus efficace et augmentera le nombre des affaires de violence domestique qui sont couronnées de succès. »

Jennifer Wormley, Coordinateur du Centre de Défense des enfants Harriet M. West (Harriet M. West Child Advocacy Center)de Saratoga Springs, a déclaré : « C'est simple, lorsque nous savons mieux, nous faisons mieux. Etendre l'exigence d'inclure toutes les personnes condamnées de soumettre un échantillon de leur ADN pour intégration dans la banque de données ADN de l'Etat de New York sera bénéfique à tous. Nous avons la technologie disponible pour nous aider dans les enquêtes criminelles, nous devons l'utiliser. Nous le devons non seulement à chacune des victimes, mais aussi aux innocents qui sont soupçonnés. »

Tandra R. LaGrone, Directeur exécutif de In Our Own Voices à Albany, a déclaré : « La mission de In Our Own Voices est de promouvoir la santé et le bien-être des lesbiennes, homosexuels, bisexuels et transsexuels de couleur. IOOV soutient la proposition du Gouverneur Cuomo d'étendre la banque de

données ADN de l'état. La proposition a la capacité d'aider les lesbiennes, homosexuels, bisexuels, et transsexuels victimes de crimes dans l'état de New York. »

Ms. Michael Kennedy, Leader des services aux victimes avec les mères contre la conduite en état d'ivresse (Victim Service Leader avec Mothers Against Drunk Driving) (MADD), Bureau de la Charte de l'Etat de New York, a déclaré : « Les mères contre la conduite en état d'ivresse (MADD) a pour vocation de soutenir les victimes de crimes évitables à 100 pour cent de conduite en état d'ivresse. Nous soutenons l'extension de la banque de données ADN de New York car elle augmente les chances de justice et de guérison pour les victimes, le développement de communautés plus sûres et la probabilité que les auteurs de crimes seront tenus responsables pour leurs actes. »

Patricia Gioia, un membre du Chapitre des parents d'enfants assassinés (Parents of Murdered Children) de la région de la capitale/Albany (POMC), a déclaré : « Les parents d'enfants assassinés est composé de familles qui ont eu un proche assassiné. Dans certains cas, l'auteur peut avoir commis d'autres crimes auparavant. Cette proposition de loi ne permettra pas seulement d'identifier ces personnes et empêcher d'autres crimes graves, mais servira à disculper ceux qui sont innocents. »

Raini Baudendistel, Directeur exécutif du Centre d'assistance aux victimes de crimes (Crime Victim Assistance Center) de Binghamton, a déclaré : « Cette initiative ADN servira à plusieurs égards : Il s'agit d'un autre outil pour les forces de l'ordre qui sera utilisé pour tenir les délinquants responsables et faire échec à de futurs crimes et à l'activité criminelle ; c'est un progrès tangible dans le domaine de la défense des victimes ; et cela aidera les victimes et leurs familles à tourner la page, à faire leur deuil et à ressentir un sentiment de justice. »

Susan B. Kelley, Directeur du programme des services de santé comportementale/ halte à la violence domestique (STOP Domestic Violence/Behavioral Health Services North), des Comtés Clinton, Essex et Franklin, a déclaré : « Après avoir écouté les victimes de crimes pendant de nombreuses années, j'ai compris que la plupart des gens souhaitent arrêter de craindre que le criminel continuera à commettre d'autres crimes. Lorsque l'information ADN deviendra facilement accessible aux forces de l'ordre, elle sera une mesure de plus pour tenir les auteurs responsables. »

Amanda Thomas, Coordinateur des services bénévoles de communication et défense des victimes pour le Centre REACH/Association de santé mentale (REACH Center/Mental Health Association)des Comtés Columbia-Greene, Inc., a déclaré : « L'extension de la banque de données ADN est une mesure dans la bonne direction pour accompagner la guérison et le rétablissement des victimes de crimes à New York. En obtenant plus tôt l'ADN des auteurs d'infractions condamnés, le système est capable de réduire ou de prévenir l'escalade de la violence. Trop souvent, les victimes de crimes sont incapables d'avoir des preuves ADN qui correspondent à leurs auteurs en temps et en heure en raison des limites de recueil de l'ADN des auteurs d'infractions. Cette extension soutient les victimes et les survivants avec l'identification positive de leurs auteurs, en augmentant la sécurité du public au sein de nos communautés. »

Joan Crawford, Directeur Adjoint exécutif de Family Services, Inc. à Poughkeepsie, a déclaré : « Chez Family Services, nous nous engageons à aider ceux qui ont été victimes de crimes et accompagnons les survivants dans la reconstruction de leurs vies tout en faisant progresser en même temps la prévention de la criminalité. Nous soutenons la proposition du Gouverneur d'extension de l'ADN à tous les crimes, parce que nous pensons qu'elle aidera à prévenir les futurs crimes, à tenir les auteurs d'infractions responsables et à rendre justice aux victimes et survivants. »

Karen Ziegler, Directeur du Centre de violence sexuelle et victimes de crimes (Crime Victim and Sexual Violence Center) d'Albany, a déclaré : « Etendre la banque de données ADN améliorera la sécurité des victimes en tenant les délinquants responsables. De nombreux délinquants violents commettent moins de crimes et l'ADN permettra de les identifier et de les poursuivre, améliorant la sécurité de nos communautés. »

Marla Behler, Coordinateur de programme du Centre de défense des enfants (Child Advocacy Center) du Comté Putnam, a déclaré : « Le Centre de défense des enfants du Comté Putnam soutient la proposition du Gouverneur d'étendre la banque de données ADN de New York. Toutes les six minutes dans notre pays, un enfant est abusé sexuellement. Les enfants ne peuvent pas être responsables de leur protection contre les abus. Dans tout l'Etat de New York, des équipes de professionnels travaillent sans relâche pour monter un dossier assez solide pour épargner à un enfant d'avoir à témoigner en présence de son agresseur. Non seulement cet outil empêchera un enfant d'être à nouveau victimisé par le système judiciaire ; il permettra de tenir les auteurs d'agressions responsables et de protéger les victimes potentielles. »

Ellen Schell, Conseil, The Legal Project, a déclaré : « Etendre la banque de données ADN de cette manière permettra que les poursuites de crimes de violence domestique et d'agressions sexuelles soient davantage couronnées de succès, pour le bénéfice de nos clients et nos communautés. »

Michele McKeon, CEO de la Coalition de l'Etat de New York contre la violence domestique (New York State Coalition Against Domestic Violence), a déclaré : « NYSCADV est fière d'être aux côtés du Gouverneur Andrew M. Cuomo pour soutenir l'extension de la banque de données ADN. Nous pensons qu'en tenant les délinquants responsables, et dans ce cas, prélever un échantillon de leur ADN après leur condamnation, cela augmentera la sécurité des victimes, et donnera aux forces de l'ordre un outil supplémentaire pour identifier les auteurs d'infractions qui peuvent recommencer, résoudre les affaires demeurées irrésolues et disculper ceux qui peuvent avoir été injustement condamnés. »

Mary Carpenter, Directeur du programme des services aux victimes de crimes et violence domestique des oeuvres de charité catholiques (Domestic Violence and Crime Victims Services of Catholic Charities) des Comtés Fulton et Montgomery, a déclaré : « Les services aux victimes de crimes et violence domestique du Comté Montgomery soutiennent totalement la proposition du Gouverneur Cuomo d'étendre la banque de données ADN de l'Etat de New York. De nombreuses fois, les victimes de violence domestique se sentent victimisées pendant les procédures judiciaires. Notre espoir, avec cette nouvelle extension, est que la force de cette preuve supplémentaire conduira à la conclusion plus rapide

des affaires, réduisant le recours au témoignage des victimes. »

Kellyann Kostyal, Directeur exécutif de Safe Homes du Comté Orange, a déclaré : « Safe Homes est reconnaissant au Gouverneur pour sa proposition d'étendre la banque de données ADN. Trop souvent, les victimes de violence domestique et d'agressions sexuelles sont incapables d'obtenir justice. L'extension de la banque de données comprendra les crimes et délits pour que le système judiciaire pénal ait une plus grande capacité à tenir les délinquants responsables et protéger les innocents. Je suis honoré de rejoindre mes collègues de New York dans le soutien à cette proposition qui sauvera des vies. »

Maggie Fronk, Directeur exécutif des services de crise de viol et violence domestique (Domestic Violence and Rape Crisis Services) du Comté Saratoga, a déclaré : « La proposition de loi d'extension de l'ADN à tous les crimes peut sauver des vies. La preuve ADN peut identifier les auteurs d'infractions et prévenir de futurs crimes. Nous avons la technologie pour rendre nos communautés plus sûres. »

Milinda J. Reed, Esq., Directeur du service, Services de violence domestique à Unity House, Troy, a déclaré : « L'extension de la banque de données ADN fournira un outil inestimable pour la poursuite des affaires de violence domestique et sexuelle et d'autres crimes. Parce que les auteurs de violence sexuelle et domestique ont souvent une histoire criminelle de plus bas niveau, qui précède d'autres agressions plus graves et des homicides, la disponibilité de l'ADN permettra à la police et aux procureurs de résoudre ces affaires tragiques et graves plus rapidement et plus efficacement. Les victimes de crimes méritent de couvrir complètement le champ des procédures de prélèvement de la preuve scientifique pour que les auteurs de ces crimes odieux puissent être traduits en justice aussi rapidement que possible. Cette importante législation fera seulement cela, et j'encourage les législateurs de l'Etat à appuyer l'adoption de ce projet de loi. »

Alyscia McDermott, Directeur de programme, Programme de défense contre la violence domestique de Mechanicville, a déclaré : « Je félicite le Gouverneur Cuomo pour prendre cette importante mesure qui atténuera et résoudra les crimes et ainsi protégera les victimes. L'extension de la banque de données ADN facilite la résolution des crimes actuels et passés, et constitue un élément essentiel dans l'arrêt des abus domestiques ; c'est un outil avec lequel les forces de l'ordre peuvent définitivement vérifier les antécédents d'un agresseur accusé, qui autrement demeureraient cachés, et de ce fait, aide à sauver des vies.

L'Avocat de la région de la capitale, Frederick Rensch, avocat d'un homme injustement accusé des meurtres d'Arica Schneider et de Samuel Holley, a déclaré : « Pour moi, ce n'est plus une abstraction. J'ai observé comment les vies de deux hommes ont été pratiquement détruites alors que notre banque de données ADN fonctionnait sur une fraction de sa capacité. Je réalise que bien que l'extension de la banque de données engendrera davantage de condamnations, elle aura aussi pour conséquence de disculper des hommes et des femmes innocents. Nous avons une responsabilité morale à étendre la banque de données. »

French

Ann M., dont la fille a survécu à un viol, a déclaré : « J'ai écrit des lettres concernant l'extension de la banque de données ADN pendant plus de 10 ans et, franchement, je trouve épouvantable qu'on en parle encore. Combien de violeurs récidivistes voulez-vous encore laisser rôder dans les rues de New York, pour aucune autre raison que tous les délits ne sont pas inclus dans la banque de données ADN ? Un seul criminel autorisé à demeurer en liberté est capable de commettre de nombreux crimes - multipliez cela par le nombre de crimes commis chaque année et il est facile de voir que l'adoption de cette législation a le potentiel d'épargner à des milliers de gens la souffrance que ma famille a endurée. Je prie l'Assemblée de prendre la bonne décision et le public de les inviter à adopter cette extension. La famille que vous sauvez pourrait simplement être la vôtre. »

Robin Ritrovato, dont la fille, Arica Schneider, a été assassinée à Troy en 2002, a déclaré : « Je ne peux pas comprendre l'horreur, la terreur et la douleur traumatique que ma fille doit avoir endurées lorsque Michael Mosley lui a pris atrocement la vie. Rien ne pouvait nous préparer aux faits qui ont été exposés au procès. Les 9 ans et demi de tourment physique et mental, l'angoisse épuisante et l'intrusion que de nombreux de ses proches ont endurés et endurent encore pourraient avoir été atténués si la loi sur l'ADN avait inclus tous les crimes. »

Le père d'Arica, Paul Schneider, a déclaré : « En 2002, notre famille a perdu notre fille dans un homicide très violent. Dès le début, l'ADN, le sang et une empreinte de main ont été conservées comme preuves. Pendant des années, notre famille s'est demandé pourquoi, priant pour que quelqu'un puisse être jamais tenu pour responsable. Des années plus tard, deux hommes, Terrence Battiste et Bryan Berry ont été arrêtés et accusés du crime sur un témoignage. Une semaine avant que ces hommes soient traduits en justice et condamnés à la prison à vie, il y a eu un indice dans la banque de données ADN et nous avons appris qu'un homme d'Averill Park nommé Michael Mosley pourrait en fait être l'assassin de notre fille, et non M. Berry et M. Battiste. Si l'assassin de notre fille avait été sommé de donner son ADN des années plus tôt, nous aurions pu tourner la page, et deux hommes innocents et leurs familles n'auraient pas enduré tout ce qu'ils ont subi ».

Amy B. de Schenectady, qui a été la victime d'une intrusion violente dans sa maison, a déclaré : « Deux hommes qui portaient des masques sont entrés dans ma maison et l'un d'eux m'a tenu par les cheveux avec une arme pointée sur ma tête. Parce que je ne pouvais pas voir leurs visages, j'ai été seulement capable de donner à la police une description générique. Ce fut grâce à l'ADN laissée sur la scène de crime lorsque l'homme a coupé sa main qu'on a pu l'identifier comme l'un des individus qui m'avait terrorisée à la maison. Ce fut grâce à l'ADN que l'on a pu mettre un nom sur un monstre. Ce fut grâce à l'ADN que mon enfant a pu dormir plus paisiblement la nuit, une chose que je ne pouvais même pas faire. La science l'a relié au crime d'une manière que je ne pouvais pas, et ce fut un élément de preuve important que le jury a utilisé pour le condamner. L'ADN ne ment pas. »

Nancy Green a déclaré : « Après avoir été violée, j'étais incapable de donner à la police les détails qui auraient pu conduire à l'arrestation de mon agresseur. La technologie ADN a la capacité d'empêcher que d'autres New Yorkais ne deviennent des victimes d'actes criminels. C'est un remède simple à un problème complexe - et combien de fois dans la vie pouvons-nous dire que nous pouvons le faire ? »

French

Art Mason, Directeur du programme de prévention des abus chez les personnes âgées à Lifespan, Rochester, a déclaré : « En tant que fournisseur direct de services pour les victimes âgées d'abus, de négligence, d'exploitation et de violence domestique dans la vie, nous soutenons la proposition du Gouverneur d'améliorer la législation de la banque de données ADN. Cette législation nous aidera à accompagner nos victimes qui exigent l'identification rapide de leurs agresseurs et la procédure légale de leurs dossiers. En raison de leur âge avancé, il y a une réelle possibilité que la victime meure avant que l'auteur/l'agresseur soit traduit en justice et ainsi, tout ce qui peut accélérer la résolution de ces affaires est bienvenu. »

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
Etat de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418